

LE CALAME NUMÉRO 404

DU 06 AOÛT 2003

Candidature de Ould Haïdalla à la présidentielle de novembre 2003

L'opposition entre le mutisme et l'hésitation

L'annonce vendredi dernier par Mohamed Khouna Ould Haïdalla de sa candidature à l'élection présidentielle du 7 novembre prochain fait beaucoup bouger le microcosme politique Nouakchottois. L'opposition mauritanienne, à laquelle il demande pourtant de faire de lui son candidat unique, n'a pas encore réagi et les quelques réactions tirées ici et là ne sont pas pour faire de l'ex président de la république le Deus ex machina qu'attendrait le peuple.

En dehors des candidatures "naturelles" auxquelles tout le monde s'attend sans surprise, l'entrée dans l'arène de l'ancien président de la république, renversé en décembre 1984 par Ould Taya, laisse entrevoir une élection présidentielle controversée. "Le baromètre électoral" enregistre déjà pas moins de six candidatures et ce à quatre mois de l'échéance. Ce qui fait penser que l'opposition ne s'achemine pas vers la perspective d'une candidature unique. C'est du moins ce qui ressort des confessions de quelques partis politiques interpellés sur ce sujet.

Le RFD par la voix de son permanent, El Alem Ould Ahmed Yacoub, député à l'assemblée nationale, voit que "les électeurs doivent porter leur choix sur ceux qui ont contribué à asseoir le processus démocratique dans notre pays au cours de ces dernières années". La candidature de Ould Haïdalla apparaît dès lors comme une tentative d'usurpation du fruit de plusieurs années de combat de l'opposition contre le

pouvoir de Ould Taya. Autrement dit, poursuit le permanent de R.F.D, "l'usure du pouvoir dictatorial et solitaire de Ould Taya explique la pluralité des candidatures". Alors que Ould Haïdalla sollicite le soutien de l'opposition, Ould Ahmed Yacoub, lui, trouve que "seul Ahmed Ould Daddah peut assurer une transition pacifique et pacifiée dans l'intérêt général des mauritaniens".

Pour le secrétaire général de l'Union des Forces du Progrès (UFP), "une candidature unique suppose l'unanimité autour dudit candidat. Ce qui n'est pas encore le cas pour le moment pour Ould Haïdalla. Et Moustapha Ould Bedreddine de conclure: "Nous avons encore une position réservée par rapport à cette candidature".

Quant à l'Alliance pour la Justice et la Démocratie (AJD), les choses ne semblent pas encore claires dans l'esprit des leaders de ce parti. "La candidature de Ould Haïdalla ne nous gêne pas. Il pourra se

désister en notre faveur ou nous le ferons pour lui. Tout dépendra des discussions que nous pourrons avoir éventuellement". Selon son porte parole. Le PLEJ ne présentant pas de candidat, son soutien pourra aller à un quelconque parti politique.

À l'Alliance populaire progressiste (APP), parti d'accueil de Messaoud Ould Boulkheir, on pense que la multiplicité des candidatures est le seul moyen de prendre le maximum de voix au parti au pouvoir pour aller vers un second tour où il serait en ballottage défavorable. C'est du moins ce que laisse entendre son candidat potentiel, Messaoud Ould Boulkheir. Ce qui laisse comprendre qu'il serait lui-même postulant, bien que sa décision paraît très dépendante de celle de Ahmed Ould Daddah en ce qui concerne la candidature ou le soutien d'un candidat externe.

BA ADAMA MOUSSA

Bellil s'enflamme contre Ould Haidalla

Mohamed Abdallahi Bellil, le directeur de publication du journal Al Joumhouriya, l'organe du PRDS, vient de faire une violente sortie contre l'ancien chef de l'État, Mohamed Khouna Ould Haidalla, candidat à l'élection présidentielle du 7 novembre prochain. Dans un communiqué intitulé "Annnonce de la candidature de Ould Haidalla: qu'y a-t-il derrière la dune?", Bellil rappelle "les années noires de l'histoire du pays qui s'étendent de 1980 à 1984, lorsque Ould Haïdalla était au pouvoir. et mar-

quées par l'absence d'institutions démocratiques, une crise économique aiguë, une grande sécheresse, une décadence sociale et culturelle sans précédent, les arrestations, les emprisonnements et l'exil". Il se pose ensuite un certain nombre de questions sur le nombre des prisonniers politiques le 12 décembre, d'exilés, des recherchés par la police et la justice? Comment pouvait-on entrer ou sortir du pays? Quelle était l'ambiance dans les rues, dans les salons et dans les familles? Quel était le taux de chômage? Le montant de la dette? Et comment payait-on les salaires? En conclusion, Bellil prédit à l'ancien président un score qui ne dépassera pas 1% lors de la prochaine élection.